

France/Au lendemain des régionales et dans la perspective de la présidentielle Grandes manœuvres politiques pour contrer l'extrême droite

AFP
Paris/France

Gauche et droite sont notamment contraintes à une remise en cause.

A 16 mois de la présidentielle de 2017, les grandes manœuvres sont lancées en France, où la gauche au pouvoir et l'opposition de droite sont contraintes à une remise en cause urgente après un scrutin régional ayant placé l'extrême droite à un niveau record. La guerre est désormais ouverte au parti de droite Les Républicains (LR) de Nicolas Sarkozy, avec l'annonce d'une nouvelle équipe excluant notamment la numéro deux, Nathalie Kosciusko-Morizet, critique de l'ex-chef d'Etat (2007-2012). Dans le camp adverse, le gouvernement socialiste de François Hollande va prendre "rapidement" des "mesures nouvelles pour l'emploi", a assuré sans détail une source gouvernementale. Le chômage endémique (3,59 millions de personnes) est le point noir du président et le principal obstacle à sa candidature à un nouveau mandat. Sa popularité a rebondi après les attentats du 13 novembre et il bénéficie

de l'effet positif de l'accord international sur le climat (COP21) obtenu ce week-end. Face à la progression de l'extrême droite, il doit cependant élargir son électorat et engranger des résultats de ses réformes économiques, pour être au deuxième tour de la prochaine présidentielle. A droite, les résultats en demi-teinte des régionales ont fragilisé Nicolas Sarkozy avant une primaire prévue en 2016. Son parti est sorti en tête mais loin du raz-de-marée espéré, avec sept régions contre cinq au Parti socialiste (PS), qui a limité la casse. La formation d'extrême droite Front national (FN) a échoué à conquérir la moindre région. En revanche, elle a consolidé son poids dans le paysage politique. Pour cet ultime test avant la présidentielle, le parti a engrangé un record historique de 6,8 millions de voix. "Rien ne pourra nous arrêter", a clamé sa présidente, Marine Le Pen, dénonçant "les dérives et les dangers d'un régime à l'agonie", après sa défaite camouflet dans le nord face à un adversaire de droite soutenu par la gauche. "La dynamique du FN, elle est bien là (...) Pour l'instant, la digue a tenu mais



Photo : AFP

La numéro 2 du parti de droite Les Républicains (LR), Nathalie Kosciusko-Morizet, est la première victime des remises en cause post-régionales. Elle ne fera pas partie de la nouvelle équipe dirigeante de cette formation.

le FN progresse continuellement dans le pays et à un moment, la digue va se rompre", juge le politologue Stéphane Rozès. "Ce serait une illusion de penser que les partis politiques peuvent se passer de réflexions stratégiques sur les raisons profondes de (sa) progression".

"VIEILLE IDEE STALINIENNE" • L'influent quotidien Le Monde a appelé hier les responsables du pays à "agir avant la catastrophe". Nicolas Sarkozy a justifié la mise en place d'une "nouvelle équipe" chez Les

Républicains par "un souci de fond et de cohérence". "Penser que le parti se renforce en s'épurant, c'est une vieille idée stalinienne", a répliqué Nathalie Kosciusko-Morizet. "L'exclusion n'est jamais une bonne réponse", a renchéri l'ex-Premier ministre Alain Juppé, principal rival de M. Sarkozy pour la primaire. Vice-présidente de LR, "NKM", comme elle est surnommée, avait renouvelé dimanche soir ses critiques contre la stratégie du "ni, ni" (ni PS, ni FN) de l'ex-chef de l'Etat

et sa ligne visant à disputer à Marine Le Pen ses thèmes favoris : sécurité, immigration, identité. "Cette stratégie nous mènera dans le mur", a aussi dénoncé Bruno Le Maire, ténor en vue de la jeune génération du parti. Autre ex-chef de gouvernement de droite, et critique de Nicolas Sarkozy, Jean-Pierre Raffarin a invité sa famille politique à "travailler avec le gouvernement" pour "battre ensemble" le FN. "Les responsables politiques de tous bords doivent pouvoir quand c'est nécessaire construire ensemble", avait plaidé dimanche dans le même sens le Premier ministre socialiste Manuel Valls, pour qui "le danger de l'extrême droite n'est pas écarté". Le "front républicain" gauche-droite, qui a permis de faire barrage au FN aux régionales, peut servir à présenter François Hollande comme le meilleur rempart face à Marine Le Pen en 2017, juge-t-on dans son camp. Proche du chef de l'Etat, le patron des députés socialistes, Bruno Le Roux, a avancé hier l'idée d'un "grand parti de gauche réformateur" tourné vers d'autres sensibilités et la société civile pour "régénérer" le PS qui "ne fait plus envie".

Centrafrique/Référendum

On joue les prolongations

AFP
Bangui/Centrafrique

Dans les zones où il n'a pu se tenir la veille, le scrutin s'es poursuivi hier.

LE scrutin du référendum constitutionnel en Centrafrique a été exceptionnellement prolongé hier dans le quartier musulman et certains arrondissements de Bangui en raison des violences qui ont perturbé les élections dimanche et souligné la menace pesant sur les élections générales prévues le 27 décembre. En province, des "dérogations de prolongation" du scrutin ont également été accordées dans des localités où les électeurs n'ont pu voter normalement dimanche, du fait d'intimidations ou de la destruction de matériel électoral par des hommes armés hostiles au scrutin, a indiqué l'Autorité nationale des élections (ANE). Les électeurs centrafricains ont ainsi continué à voter dans les villes de Bria (est),

Ndele (nord), Kaga Bandoro (nord), Bossangoa (ouest), ainsi que dans les camps de réfugiés du Tchad et Cameroun. A Bangui, un imposant dispositif militaire des forces internationales (Casques bleus et soldats français de Sangaris) était déployé autour du quartier du PK5 dès le début de la matinée, notamment aux abords du bureau de vote de l'école Baya Dombia, visé dimanche par d'ex-rebelles armés opposés au scrutin avec des tirs de mitrailleuse et de roquettes. Ces tirs ont fait cinq morts et une vingtaine de blessés, dont plusieurs dans un état très grave, selon un bilan établi hier matin par la Croix-Rouge centrafricaine. Le quartier était également surveillé par un hélicoptère Fennec de la force Sangaris qui a survolé la zone toute la journée. Le taux de participation était "très important" à l'école Koudougou au PK5, selon un responsable sur place de l'ANE. Le "OUI" au projet de nouvelle Constitution semblait l'emporter massivement, avec par exemple 346 voix pour et seulement 14



Photo : AFP

Session de rattrapage hier pour les électeurs, nombreux, du PK 5. Le scrutin du référendum constitutionnel n'avait pu s'y tenir dimanche.

contre dans le bureau N.9, a constaté l'AFP. "Nous ne savons pas vraiment ce qu'il y a dans cette Constitution (...) nous votons d'abord pour la paix !", a déclaré en souriant Njadder, un électeur. Aucune nouvelle violence n'avait été signalée en fin de journée dans la capitale centrafricaine. **DEBAT AU CONSEIL DE SECURITE** • Selon l'ANE, le dépouillement a débuté dès dimanche soir dans les bureaux où le scrutin s'est dé-

roulé normalement, et s'est poursuivi hier. Les résultats devraient être publiés dans les prochains jours. Le référendum vise l'adoption d'une nouvelle Constitution et constitue également un test avant les élections présidentielle et législatives prévues le 27 décembre, sous pression de la communauté internationale. La participation au scrutin a divisé l'ex-rébellion musulmane Séléka et les rangs des milices chrétiennes anti-balaka, où des factions oppo-

sées au processus électoral ont tenté de dissuader la population de participer au vote. Dès dimanche soir, le représentant des Nations unies à Bangui, Parfait Onanga-Anyanga, avait salué le "courage" des Centrafricains "qui ont bravé toutes les peurs et les menaces" pour aller voter malgré les violences. "Les Centrafricains ont marqué un pas historique dans leur marche vers plus de démocratie dans leur pays", a déclaré à des journalistes le représentant spécial du secrétaire général de l'Onu. Il a réaffirmé la "volonté" de l'Onu "de mettre un terme aux agissements de ces saboteurs", en référence aux ex-rebelles Séléka et aux miliciens anti-balaka. Le Conseil de sécurité de l'Onu devait débattre hier de la situation en Centrafrique après le vote de dimanche. Les échéances électorales, repoussées plusieurs fois dans ce pays dévasté par trois années de violences intercommunautaires, sont censées clore une transition politique à bout de souffle et permettre un retour à l'ordre constitutionnel.

L'Afrique en bref

- **Burkina Faso/Politique. La justice jusqu'au bout**
Le nouveau président élu du Burkina Faso Roch Marc Christian Kaboré a affirmé hier dans une interview à France 24 que "la justice suivra son cours jusqu'au bout", sous son mandat qui débutera le 29 décembre.
- **Burundi/Violences. L'UE veut savoir**
Le chef de la diplomatie européenne Federica Mogherini et la Commissaire à la Coopération internationale et Développement Neven Mimica ont demandé que "toute la lumière soit faite" sur les actions des forces de sécurité, évoquant des cas d'"exécutions sommaires".
- **Libye/Jihadistes. Deux étrangers exécutés à Syrte**
Le groupe jihadiste Etat islamique (EI) a exécuté à Syrte une Marocaine accusée de "sorcellerie et de magie noire" et un Palestinien pour espionnage. Syrte est la principale ville contrôlée en Libye par l'EI, qui gagne du terrain en profitant du chaos politique et sécuritaire que connaît le pays.
- **Nigeria/Violences. Le chef d'un mouvement chiite gravement blessé**
Le chef du Mouvement islamique du Nigeria (IMN), le cheikh Ibrahim Zakzaky, a été gravement blessé et beaucoup de ses militants tués lors d'affrontements avec l'armée ce week-end à Zaria, dans le nord du pays, a annoncé hier le porte-parole de cette organisation chiite.
- **RD Congo/Politique. Kabila contre des solutions venues de l'étranger**



Photo : AFP

Le président congolais Joseph Kabila a affirmé hier que l'étranger n'avait pas "les solutions" aux "problèmes" de la République démocratique du Congo et a plaidé pour un règlement "authentiquement congolais" de la question des élections à venir.

A travers le monde

- **Allemagne/Migrations. Le plaidoyer de Merkel**
La chancelière allemande Angela Merkel a plaidé hier pour une réduction "perceptible" du nombre des migrants rejoignant l'Allemagne, ménageant ainsi les voix discordantes dans son parti conservateur CDU, mais a refusé de leur fermer la porte au nom d'"impératifs humanitaires".
- **Israël/Conflit. Un assaillant à la voiture bélier abattu**
Une quinzaine de personnes ont été blessées, dont un bébé d'environ un an gravement, hier à Jérusalem-Ouest dans une nouvelle attaque anti-israélienne à la voiture bélier dont l'auteur palestinien a été abattu, ont indiqué la police et des sources médicales.